

Scandale: pourquoi la France n'a-t-elle pas son vaccin?

"Pourquoi la France, le pays de Pasteur, n'a-t-elle pas son vaccin ?" La question est posée, comme un mystère. Rien de plus logique, pourtant : depuis une décennie, *Sanofi* casse son outil industriel, avec l'appui de la Macronie. Une complicité qui, aujourd'hui, met en danger la santé des Français.

"Pourquoi la France, le pays de Pasteur, n'a-t-elle pas son vaccin ?"

La question est posée, comme un mystère. Rien de plus logique, pourtant : depuis une décennie, *Sanofi* détruit ses laboratoires, licencie ses chercheurs, en France et dans le monde. Et cette casse d'un outil industriel, d'un outil sanitaire, se fait avec l'appui de la Macronie. Une complicité qui, aujourd'hui, met en danger la santé des Français.

C'est une séquence, aux infos, qui m'a marqué l'été dernier : le mardi 16 juin 2020, Emmanuel Macron se rend sur le site de Marcy-L'Etoile, près de Lyon, pour faire le point sur les vaccins, et par qui est-il accueilli ? Qui s'avance pour lui serrer la main ? Serge Weinberg. En une photo, tout est dit. Et j'ai pensé, on est cuits.

Déjà, pourquoi, pour quelle raison, Macron se rendait-il chez *Sanofi* ?

Comme VRP.

Pour la blanchir.

Trois jours plus tôt, Paul Hudson, le directeur général de la firme, déclarait que,

"si un vaccin est trouvé, les États-Unis seront servis les premiers".

Ca tournait à la honte dans le pays, cette déclaration. La fièvre montait sur les réseaux. Les politiques dénonçaient ce choix anti-patrie. *Sanofi* était cloué au pilori.

Quoi de mieux qu'un président de la République, alors, pour laver cet affront ? Pour être réintégré à la Nation ? Pour une belle réconciliation devant les caméras ? Aussi, ce 16 juin, Emmanuel Macron lance au DG un

"Paul, thank you for welcome here."

La paix était signée, *Sanofi* redevenait français. La multinationale s'offrait une immense campagne de publicité, sur toutes les chaînes, sur tous les sites, avec le chef de l'Etat comme agent.

Pourquoi ?

Parce que, entre la macronie et *Sanofi*, c'est une idylle, une fusion, que les pires scandales ne troublent pas. Un amour qui remonte à loin : en 2007, Emmanuel Macron est rapporteur de la Commission Attali sur la "libération de la croissance française". Parmi ses membres, une palanquée de PDG, dont Serge Weinberg. Qui conseille au jeune énarque :

"Enrichissez-vous !"

Lui-même administrateur de *Rothschild et Cie*, il l'aide à entrer dans la banque d'affaires. Avant d'être, évidemment, plus tard, l'un des premiers soutiens d'*En Marche !*, encourageant la candidature. Et qui apparaît, sur nos écrans, dans les salons de l'Élysée, le 14 mai 2017, jour de l'intronisation de notre nouveau président ? Serge Weinberg.

Depuis, Emmanuel Macron a servi *Sanofi*. Avant les Français. Et souvent, même, au détriment des Français.

La Dépakine, d'abord.

Depuis les années 80, au moins, *Sanofi* savait. *Sanofi* savait que son médicament engendrait des troubles, des malformations, des cas d'autisme, chez les bébés. Avec, à la clé, selon l'ANSM et l'Assurance maladie, des malformations chez 2150 à 4100 nouveaux-nés, et des troubles neuro-développementaux pour 16 600 à 30 400 enfants. Des enfants nés handicapés, très lourdement, à vie.

C'est le premier scandale, au passé : *Sanofi* savait.

Ce scandale en cache un deuxième, au présent : *Sanofi* refuse de payer. *Sanofi* ne verse pas un euro au fonds d'indemnisation, mis en place par l'État. Les contribuables paient, pas *Sanofi*.

Et même lorsque *Sanofi* est condamné par la Justice, dans le cas de Camille, "présentant un syndrome malformatif général, anomalies des membres supérieurs et microphthalmie en particulier". Que décide la firme ? De faire appel. Et quand la Cour d'appel d'Orléans, à son tour, confirme le jugement deux ans plus tard, condamne *Sanofi* à trois millions de dommages et intérêts, que fait le laboratoire ? Il se pourvoit en cassation.

Voilà comment se comporte *Sanofi* : en psychopathes du profit.

Croit-on qu'ils en soient punis ? Non, ils en sont récompensés.

C'est le troisième scandale, le pire sans doute : la complicité des plus hautes autorités.

La complicité des commis de la *Macronie*. A peine nommé, à l'été 2017, où le Premier ministre, Edouard Philippe, s'en va-t-il en visite ? Sur le site de Vitry, avec bien sûr Serge Weinberg à ses côtés, et il revient dans l'hémicycle pour me faire la leçon :

"Il ne faut pas dénigrer une entreprise française, une entreprise qui fonctionne bien."

Tout va pour le mieux dans la meilleure des firmes possible. Christophe Castaner, en guoguette lui à Sisteron, entonne le même refrain :

"On ne doit pas critiquer des entreprises qui réussissent, comme *Sanofi*."

Et la ministre de la Santé d'alors, Agnès Buzyn: pour elle,

"faire payer Sanofi, ça n'est pas l'urgence"...

Eux sont complices, c'est signé, complices du silence, complices de l'injustice.

Et le clou du spectacle : je présentais mes vœux, à Abbeville, l'an dernier, Sabine est venue me trouver, le visage rougi. Epileptique, elle a pris de la *Dépakine*, y compris durant sa grossesse. Elle a donné naissance à Anne, vingt ans maintenant, qui souffre d'autisme, et qui, dernièrement, perd la vue, qui sera bientôt aveugle :

"Je suis tellement inquiète, je ne dors plus", me confiait donc la mère. "Tellement stressée que ça me fait péter des muscles. Mon docteur ne croyait pas ça possible. Et tu as vu, ils ont remis la Légion d'honneur à Weinberg ?"

Je n'y croyais pas. J'ai vérifié sur mon portable, aussitôt, et en effet : la macronie a élevé Serge Weinberg, le président de *Sanofi*, au prestigieux grade de "grand Commandeur".

Comment osent-ils ?

Mourenx, ensuite.

Dimanche 8 juillet 2018, la nouvelle tourne sur toutes les radios, sortie par *Mediapart* et *France Info* :

"L'usine Sanofi du bassin de Lacq, dans les Pyrénées-Atlantiques, émettait au printemps, date des dernières mesures disponibles, jusqu'à 190 000 fois plus que le maximum autorisé d'une substance cancérigène et mutagène. Une situation qui dure depuis au moins trois ans."

Qui dure, en fait, depuis des décennies. Aussitôt, un réflexe, que déclare le groupe ? Qu'

"il n'existe pas de valeur de limite de rejet dans la réglementation", et blablabla, qu'"avec les vents dominants dans la région, leur vitesse, il y avait dilution des gaz toxiques dans l'atmosphère..."

Encore mieux que le nuage de Tchernobyl.

Je me suis rendu à Mourenx. C'est le témoignage de Marie-Hélène Balasque, une médecin du coin, qui m'a surtout marqué:

"Je vois des familles dont tous les enfants sont autistes. Une explosion des cas de cancers rares chez des gens jeunes, sportifs, qui ne font pas du tout partie des populations à risque. Une explosion des cas de démence et de maladie d'Alzheimer. Là, actuellement, c'est les cancers du pancréas. Des moutons à cinq pattes, on en a trop, ici... Et j'ai l'impression que ça s'accélère."

- Mais ça reste une impression, j'objecte. Vous n'avez pas de données concrètes ?

- Non, je dirais que l'ignorance est organisée: il n'y a pas d'étude. J'ai posé des questions à ce sujet, on m'a répondu : "Non, on n'en parle pas, secret industriel." Ce qu'on a, en revanche, c'est de la communication des entreprises, ça oui."

Je découvre quoi, le lendemain de cette "fuite", le lundi 9 juillet, dans une dépêche de l'AFP ?

"Le gotha de la pharmacie mondiale s'invite lundi à Paris, à l'occasion du "Dolder", un forum privé et dont les échanges restent secrets."

Et où les PDG des vingt-cinq plus gros labos seraient-ils reçus, celui de *Sanofi* en tête ? Dans les salons de l'Elysée, par le chef de l'Etat en personne ! Et ils ont, semble-t-il, obtenu satisfaction : le lendemain, le DG de *Sanofi* se réjouissait à la Une des *Echos*:

"Les mesures du gouvernement sont encourageantes... Elles prévoient notamment une croissance minimale annuelle de 3 % pour les médicaments innovants... Nous avons conclu un protocole d'accord avec BPI France pour lancer InnoBio2 auquel nous apportons 50 millions d'euros sur un total de 200 à 250 millions d'euros..."

Sur Mourenx, pas un mot.

L'environnement, la santé des habitants sont mis en danger, et la même semaine, dans la foulée, *Sanofi* est récompensé !

Le massacre de la recherche, enfin.

J'en viens au troisième scandale, bien plus massif, et qui nous concerne toutes, tous, désormais : le massacre de la recherche.

En dix ans, *Sanofi* a licencié près de la moitié de ses chercheurs, quatre mille dans le monde, deux mille en France : les effectifs de la "Recherche et développement" sont passés de 6350 à 3500. Le groupe s'est désengagé d'un tas de domaines, les antibiotiques, la cardio, la neurologie, la maladie d'Alzheimer, le diabète. Dès cette année, avec les fermetures annoncées de Strasbourg et d'Alfortville, il restera que trois labos de recherche en France, contre onze il y a dix ans. Le groupe a même réussi cet exploit, à Montpellier, de détruire un centre de recherche et production chimique ultra-moderne, un bâtiment flambant neuf, qui avait coûté 105 millions d'euros... avant même qu'il n'ouvre !

C'est une casse organisée, pire que d'un outil industriel : d'un outil de santé publique.

Parce que l'entreprise se porte mal ?

Au contraire. Mais tout le profit doit partir aux actionnaires : *Sanofi* figure, chaque année, sur le podium du Cac 40 pour les versements de dividendes. 3,8 milliards pour 2018 (cinquante années de *Téléthon*), 3,7 pour 2017, 3,7 pour 2016, parfois agrémentés de rachats - destructions d'actions (3 milliards en 2016 !). En pleine crise du Covid, en avril 2020, les dividendes étaient en hausse, comme toujours depuis 26 ans, à 4 milliards d'euros. Et même temps, en même temps, en pleine pandémie, les dirigeants annonçaient à nouveau 1700 suppressions de postes, dont 1000 en France...

C'est un pillage.

Au détriment des salariés.

Au détriment, surtout, de notre santé, de médicaments qui ne sont pas cherchés, qui ne sont pas trouvés.

Mais le pire, ou le plus drôle, c'est que cette casse se produit avec notre argent ! Avec l'argent public ! Car *Sanofi* perçoit, bien sûr, du *Crédit Impôt Compétitivité Emploi*, malgré la destruction d'emplois. Mais surtout, du *Crédit Impôt Recherche*, malgré la destruction de la recherche ! Plus d'un milliard au total sur les dix dernières années, pas moins.

En 2015, déjà, Elise Lucet était venu interroger Emmanuel Macron à Bercy, comme ministre de l'Economie :

Elise Lucet : Vous versez des Crédits impôt recherche à Sanofi. Pour 2013, par exemple, c'est 125 millions d'euros...

Emmanuel Macron : Oui.

E.L. : Il y a un Crédit d'impôt recherche, qui est versé à un groupe, et qui a supprimé des postes où ? Dans la recherche ! Alors ça, franchement, c'est assez incompréhensible...

Mais comme ministre, ça ne le choquait pas, cet usage des deniers publics:

"Sans ce Crédit d'impôt recherche, Sanofi aurait sans doute mis ses quartiers généraux hors de France."

Cette rhétorique était contestée, voire balayée, par des rapports du Sénat ou l'Assemblée. Elise Lucet insistait, du coup :

"Pourquoi ne pas dire "l'État vous donne de l'argent sous forme de Crédit impôt recherche, ne supprimez pas d'emplois dans la recherche" ?"

Mais le ministre n'en démordait pas : heureusement qu'on leur versait des centaines de millions, à *Sanofi*, sinon...Bercy est d'habitude plus près de ses sous.

Pour qui travaillait Emmanuel Macron ? Pour la République et les finances publiques ? Pour nous défendre contre les prédateurs ? Ou bien, en vérité, en sous-main, pour les prédateurs eux-mêmes ? Pour *Sanofi* et son PDG ?

Depuis que je suis député, tous les ans, tous les automnes, au moment du budget, je demande une mise à plat de ce "*Crédit Impôt Recherche*". Tous les ans, je me heurte au même "*Circulez, y a rien à voir*", tous les ans, les ministres refusent leur mission d'évaluation, de contrôle, alors qu'on parle de six milliards d'euros par an, des dizaines de milliards en cumulé. Avec un *Crédit impôt recherche* utilisé pour financer des licenciements... dans la recherche !

L'échec de *Sanofi*, sur le vaccin, est plus que logique : comment espérer que le groupe trouve le moindre remède alors que, depuis une décennie, son énergie est consacrée à broyer la recherche ? à décourager et licencier ses chercheurs ? à fermer des sites ? à désorganiser ses labos et sa production ?

Et ce n'est pas en promettant, devant un président de la République en bouse blanche et en goquette, un

"nouveau centre de recherche et développement sur le site de Marcy-l'Etoile sur les vaccins",

ce n'est pas en improvisant des investissements qu'on s'en sortira : la recherche demande du temps, de la continuité, de la constance.

Cet échec de *Sanofi*, cet échec français, c'est l'échec de la macronie, de ses amis. L'"obscurantisme" du peuple, le "complotisme", les "anti-vaccins", dénoncés par l'Élysée, ne sont pour rien dans cette nullité : cette défaite de la recherche, qui nous fait perdre des semaines, et sans doute des mois, est due, entièrement due, à nos dirigeants politiques, à leur fusion, confusion, avec les dirigeants économiques. A leur cécité, à leur complicité dans la destruction d'un groupe pharmaceutique qui fut, autrefois, public.

Tandis que *Sanofi* fermait site après site, détruisait ses centres de recherche, jamais l'appui des pouvoirs publics, et en particulier de la macronie, ne s'est démenti. Ainsi, c'est sous le "haut patronage du président de la République", et avec le défilé de tout le gouvernement, que, le 22 novembre 2018, *Sanofi* inaugurerait "L'usine extraordinaire" au Grand Palais. Peu après, en février 2019, la ministre de la Santé se rendait à une réunion de la *Fondation Sanofi*, qui prétend venir en aide aux personnes vulnérables... et Agnès Buzyn ne leur fit aucunement remarquer qu'ils pourraient commencer par indemniser leurs victimes ! Mieux, au printemps 2020, en plein confinement, alors que la France manquait d'hypnotiques, alors que les médecins rationnaient les doses, alors que, très concrètement, des malades mouraient dans la souffrance, on interrogeait la ministre de l'Industrie : où en était la production ? Avait-elle augmenté ? Avait-on rapatrié des lignes de fabrication ? Et Agnès Pannier-Runacher de répondre :

"On peut faire confiance à Sanofi."

Tout était dit.

Ce blanc-seing accordé à la firme, cet aveuglement, ces amitiés au sommet, c'est nous tous qui les payons désormais.

Cet échec du vaccin, c'est encore un autre échec de la macronie.

C'est l'échec de la recherche libérale.
C'est l'échec des subventions au privé.

Car comment est financée, massivement, la recherche aujourd'hui en France ? Par le *Crédit impôt recherche*, déjà mentionné plus haut, et tout aussi massivement détourné de la recherche.

Après trois années de thèse – en "génie des matériaux" – Élise a répondu à une annonce d' "ingénieur d'affaires, chercheur conseil" :

"Il faut qu'il y ait marqué "chercheur" conseil, décode-t-elle, même si chez eux je n'ai jamais une minute de recherche. Ça leur permet de bénéficier du Crédit Impôt Recherche. Mais en réalité, j'étais commerciale, je devais vendre leurs produits..."

Et quels produits ?

"De la défiscalisation en Crédit Impôt Recherche ! J'ai commencé par potasser le Code général des impôts, un guide de procédure fiscale..."

- Mais ils avaient pas besoin d'une scientifique pour ça ? on lui demande.

- Non, mais ça faisait sérieux, pour être crédible chez les clients, pour discuter avec le PDG. J'avais capté que c'était limite. Je leur expliquais comment frauder, comment retranscrire toute leur activité en Recherche et Développement. On tirait sur cette vache à lait, pour faire du détournement. Souvent, les clients doutaient de pouvoir en bénéficier, mais nous, une laborantine, une secrétaire, un VRRP, on te passe tout ça en R et D. Les SSII, les sociétés de service en informatique — ce sont des marchands de viande — ils embauchent un cheptel de cent mecs en CIR.

- Mais les inspecteurs des impôts ont bien dû vous coincer ?

- Non, jamais. Le contrôle se fait à deux niveaux : fiscal, et sur ce plan là, formel, administratif, on respecte scrupuleusement la procédure. Mais en théorie, le contrôle est aussi scientifique, et là, le fisc, on les enfume. Il leur faudrait des agents qui soient les deux en un, mais l'État n'a pas les moyens de se payer des enculés comme nous ! On arrive à endormir les contrôleurs, en leur fabriquant des fantômes. Ça correspond à un tel travail d'investigation, ils n'en ont pas les moyens. Et aussi, ils ne sont pas encouragés : il y a la volonté politique de fermer les yeux. D'après un rapport de la Cour des comptes, un tiers du CIR part dans les sociétés de services, dans les banques, les assurances, etc. Plus que dans l'industrie pharmaceutique ! Ce qui me révolte, c'est que les clients, une fois qu'ils ont touché au truc, ils tombent dans un engrenage où ils veulent toucher toujours plus de pognon."

Un "hold-up", comme le dénonçait, l'an dernier, le Professeur Canard. Avec son équipe, depuis près de vingt ans, cet infectiologue effectue des recherches sur les Coronavirus, et il peine, il remplit des dossiers, il galère en précarité, avec des postes perdus, des congés maladie non remplacés, idem pour les congés maternité, une démission navrée.

"Avec mon équipe, nous avons continué à travailler sur les coronavirus, mais avec des financements maigres et dans des conditions de travail que l'on a vu peu à peu se dégrader. Quand il m'arrivait de me plaindre, on m'a souvent rétorqué : "Oui, mais vous, les chercheurs, ce que vous faites est utile pour la société... Et vous êtes passionnés." Et j'ai pensé à tous les dossiers que j'ai évalués. J'ai pensé à tous les papiers que j'ai revus pour publication. J'ai pensé au rapport annuel, au rapport à 2 ans, et au rapport à 4 ans. Je me suis demandé si quelqu'un lisait mes rapports, et si cette même personne lisait aussi mes publications. J'ai pensé aux deux congés maternité et aux deux congés maladie non remplacés dans notre équipe de 22 personnes. J'ai pensé aux pots de départs, pour retraite ou promotion ailleurs, et aux postes perdus qui n'avaient pas été remplacés. J'ai pensé aux 11 ans de CDD de Sophia, ingénieure de recherche, qui ne pouvait pas louer un appart sans CDI, ni faire un emprunt à la banque. J'ai pensé au courage de Pedro, qui a démissionné de son poste CR1 au CNRS pour aller faire de l'agriculture bio. J'ai pensé aux dizaines de milliers d'euros que j'ai avancés de ma poche pour m'inscrire à des congrès internationaux très coûteux. Je me suis souvenu d'avoir mangé une pomme et un sandwich en dehors du congrès pendant que nos collègues de l'industrie pharmaceutique allaient au banquet. J'ai pensé au Crédit Impôt Recherche, passé de 1.5 milliards à 6 milliards annuels (soit deux fois le budget du CNRS) sous la présidence Sarkozy. J'ai pensé au Président Hollande, puis au Président Macron qui ont continué sciemment ce hold-up qui fait que je passe mon temps à écrire des projets ANR. J'ai pensé à toutes mes collègues à qui l'ont fait gérer la pénurie issue du hold-up."

Sur leurs six milliards de *Crédit Impôt Recherche*, *Sanofi* et compagnie n'ont aucun rapport à rendre. Plutôt que des éloges vagues de la "Science", et des cris contre "l'obscurantisme", la bataille doit être menée, aujourd'hui, pour que le "hold-up" cesse, et cette "pénurie" avec. Pour que les crédits publics aillent au service de la recherche publique, dans l'intérêt du public.

Et non pour gaver les actionnaires amis de la macronie.

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*